



Dans un souci de transparence dans la gestion des fonds destinés à la lutte anti-Covid, suite à des allégations de détournements, l'on apprend que les convocations et les audits au Tribunal Criminel Spécial vont démarrer.

« Laurent Easo obtient l'autorisation de Paul Biya de faire auditionner les responsables du gouvernement impliqués dans la gestion des fonds de la COVID 19 », informe le lanceur d'alerte Boris Bertolt dans un texte publié sur sa page Facebook ce 14 mai 2021

Lecture intégrale

Le couscous de la fête du ramadan était amer pour plusieurs membres du gouvernement. D'autres ont refusé les invitations. Certains ont commencé à se saouler la gueule. Car, ils ont la peur dans le ventre. En effet, la moitié du gouvernement a reçu des convocations au Tribunal Criminel Spécial dans le cadre de la gestion des fonds alloués par les bailleurs de Fonds notamment le FMI dans la lutte contre la COVID 19. Y compris le premier ministre, Dion Ngute qui sera audité dans cette affaire.

Le FMI a octroyé au Cameroun environ 250 milliards fcfa d'aide d'urgence pour faire face à la pandémie de la COVID 19. Mais en contre partie, l'institution financière exigeait un audit de gestion qui a été confié à la chambre des comptes. Au mois de mars

2021, la chambre des comptes qui est encore un plein travail sur le terrain, adresse un rapport d'étape ou notes préliminaires à Paul Biya où elle fait état de détournements massifs, délits d'initiés et autres dans la gestion des fonds COVID 19.

LES AUDITIONS

Paul Biya reçoit le document, prend connaissance et le transmet au secrétaire général de la présidence de la République (SGPR), Ferdinand Ngoh Ngoh avec mention: « pour enquête judiciaire ». Ferdinand Ngoh Ngoh adresse le 7 avril 2021, au ministre de la Justice, Laurent Esso une lettre avec pour objet: « audit des fonds affectés à la lutte contre le coronavirus » dans laquelle il lui dit que sur « les hautes directives du chef de l'État », il est demandé au ministre de la Justice s'ouvrir une enquête contre les « les auteurs, coauteurs, et complices des cas de malversations financières » des détournements des fonds Covid-19 au Cameroun. Mais Ferdinand Ngoh Ngoh n'envoie pas à Laurent Esso les éléments, notamment le rapport d'étape de la chambre des comptes sur lequel Paul Biya s'est appuyé pour lancer une enquête judiciaire.

Entre temps, d'autres informations sont rendues publiques impliquant également le SGPR, mais également le premier ministre, Dion Ngute, Atanga Nji ou encore le chef de cabinet du premier ministre. Le ministre de la Justice saisit Paul Biya pour savoir s'il peut faire auditionner des membres du gouvernement.

Entre temps, Ferdinand Ngoh Ngoh n'a toujours pas envoyé le rapport d'étape de la chambre des comptes. Surprenant quand même. Le 22 avril 2021, le ministre de la Justice demande au secrétaire général de la présidence de la République (SG/PR), Ferdinand Ngoh Ngoh, de lui « faire parvenir les pièces d'investigations de la haute juridiction.

TRIBUNAL CRIMINEL SPÉCIAL

Laurent Esso obtient l'autorisation de Paul Biya de faire auditionner les responsables du gouvernement impliqués dans la gestion des fonds de la COVID 19. Très vite, il informe la présidente du TCS, Annie Noëlle Bahounoui Batende, qu'elle a l'autorisation de Paul Biya pour ouvrir une enquête sur l'argent des bailleurs de fond dans la gestion des fonds de la COVID 19.

Annie Noëlle Bahounoui Batende est une dame de fer. Magistrate, c'est elle qui avait suscité un tollé dans la République en jetant en prison un membre du gouvernement en fonction Louis Bapes Bapes, alors ministre des enseignements secondaires accusé de détournements. Il fut libéré sur instruction de Paul Biya.

Dès qu'elle reçoit l'instruction, la présidente du TCS instruit OKO petis Joel, Chef de Division des Enquêtes dans le Corps Spécialisé d'Officiers de Police Judiciaire du Tribunal Criminel Spécial de convoquer les ministres et assimilés impliqués dans la gestion des fonds du FMI.

Les convocations ont été adressées en cascade à la moitié du gouvernement. Les

auditions se poursuivent dès lundi. Un enquêteur du TCS souligne: « ils devaient savoir qu'on ne joue pas avec l'argent des bailleurs de fonds ». D'autant plus que le ministre des Finances, Louis Paul Motaze est actuellement en cours de négociation d'un nouvel accord avec le FMI.